



Bilan financier 2022



**REGLES
ELEMENTAIRES**

Sommaire

Mot de la Présidente	3
Rapport du Trésorier	4
Rapport de certification	7
Bilan Actif	13
Bilan Passif	14
Compte de Résultat	15
Annexe	17

édito



« Une nouvelle année vient de s'écouler sur le front de la précarité menstruelle. »

À sa création, Règles Élémentaires devait œuvrer avec pugnacité pour faire reconnaître l'existence et le poids de la précarité menstruelle en France. Aujourd'hui, force est de constater que l'association est sollicitée sur des sujets connexes au-delà de son territoire d'expression premier.

Tous ces sujets ont un point commun : ils se complaisent dans le silence du tabou et de la honte.

Ainsi, grâce à un formidable élan structurant, qui a permis un changement d'échelle rapide et un cadre d'action pour le développement de l'association, l'équipe de Règles Élémentaires rompt le silence chaque jour davantage. Evidemment, il s'agit encore de briser le tabou entourant la précarité menstruelle. Néanmoins, il s'agit aussi de mettre en lumière tout un écosystème d'adages et de fausses idées pour une sensibilisation toujours plus large.

Cette raison d'être de Règles Élémentaires est essentielle.

En effet, comment accepter qu'en France 4 millions de femmes ont très concrètement des difficultés à acheter des protections périodiques ?

Ce chiffre peine à être représenté tant il est important. Il s'agit donc d'être réaliste : la précarité menstruelle concerne forcément une femme de votre entourage familial, amical ou professionnel.

Si la prise de conscience collective est là, elle se heurte à une situation économique dégradée depuis la crise Covid. Force de proposition, Règles Élémentaires observe que d'initiative en initiative, de collecte citoyenne en mobilisation corporate, les politiques publiques ont dû faire de l'accès aux protections périodiques un enjeu de santé, de solidarité entre les générations et d'égalité des chances entre toutes et tous. C'est notamment le sens de l'annonce récente faite par Élisabeth Borne en faveur du remboursement des protections périodiques réutilisables par la Sécurité Sociale pour les moins de 26 ans.

Cet écho au travail engagé depuis 2015 est le résultat d'un ensemble d'actions à impact que vous découvrirez dans ces pages.

Je profite de ce rapport d'activité pour remercier l'ensemble des forces vives de Règles Élémentaires impliquées avec enthousiasme dans les projets de l'association ainsi que ses soutiens financiers et opérationnels toujours plus nombreux. »

Nadège Moreau

Présidente de Règles Élémentaires
Responsable communication chez Auditoria

Rapport du Trésorier

SUR LES COMPTES DE L'EXERCICE 2022

L'exercice 2022 a confirmé l'élan de 2021 : les ressources ont bondi de **383k€** à **694€** soit un taux de croissance de **+ 81%**, après **+76%** en 2021. Cette forte augmentation des ressources, couplée à une bonne maîtrise des charges, passées de **442 351€** en 2021 à **667 286€** en 2023, soit **+51%**, explique l'excédent de **26 332€** pour le résultat ainsi que le niveau satisfaisant de la trésorerie : **+225 541€** au 31/12/2022.

Les états financiers de l'exercice 2022 traduisent les priorités stratégiques et opérationnelles de Règles Élémentaires, à savoir : augmenter et diversifier les ressources financières de RÉ, renforcer ses ressources humaines, accroître sa notoriété, maîtriser ses frais généraux, enfin consolider sa structure financière.

Augmenter et diversifier les ressources financières de RÉ

Ces deux objectifs ont été largement atteints :

- Les ressources d'exploitation ont augmenté de +81%, passant de 383 175€ à 693 660€ ; ces ressources financières se complètent des dons en nature de produits d'hygiène pour 657 255€, à comparer à 609 438€ en 2021, soit un taux d'augmentation de 7.8% ;
- Le chiffre d'affaires s'élève à 57 371 € contre 36 475€ en 2021 (+57%) et se répartit entre 9 732€ de ventes de boîtes à dons et 47 639€ (+ 87%) d'honoraires d'animation d'ateliers de sensibilisation à la santé menstruelle et la lutte contre le tabou des règles ;
- Les subventions ressortent à 274 413€ contre 132 333€ en 2021 (+107%) dont les plus importants contributeurs sont, notamment, à hauteur de 216 667€, le Ministère de la Cohésion Sociale ; de 10 000€, le Ministère de la Justice et de 25 000€, la ville de Paris ;
- Les ressources issues de la générosité publique sont de 126 876€ contre 119 940€(+6%) en 2021, et proviennent de dons manuels de particuliers pour 72 126€ ; de dons d'associations pour 1 593€ et de dons d'entreprise pour 52 647€ et 510€ de dons divers.
- Les contributions financières de fondations atteignent 235 000€ contre 94 376€ en 2021 (+149%). Il s'agit de la Fédération française des banques alimentaires : 90 000€ ; la Fondation la France s'Engage : 87 000€ ; la Fondation de France /BNP Paribas : 30 000€ ; la Fondation l'Oréal : 18 000€ ; la Fondation des Femmes : 10 000€.

Renforcer ses ressources humaines

Les ressources humaines ont été fortement renforcées pour d'une part compléter le bénévolat (72 040€ en 2022 contre 78 280€) et le mécénat de compétence (113 000€ en 2022 contre 157 318€ en 2021) et, d'autre part, faire face au développement très significatif des missions de RÉ, présentées dans le rapport d'activité.

Au 31/12/2022 RÉ employait 12 salariés : 6 cadres, 2 non-cadres, 4 apprentis. En 2022 la masse salariale s'est élevée à 330 551€ +109 501€ = 440 052 à comparer aux 246 806€ de 2021, soit une hausse de + 193 246€ (+ 56%) qui s'explique par le fait que la plupart des recrutements de 2021, ont eu lieu au dernier trimestre.

Pour avoir une connaissance exhaustive du coût des ressources humaines de RÉ, il faut ajouter les interventions régulières de 3 consultantes et d'1 consultant qui ont facturé 123 022€ l'an dernier contre 124 499€ en 2021.

Ainsi pour 2022 le coût des RH ressort à : 440 052 +123 022 = 563 074€ à comparer, pour 2021, à : 246 806 + 124 499 = 371 305€ soit une augmentation en valeur de : 563 074 – 371 305=191 769€ et en pourcentage de +52%. Ce poste représentait 84% des charges en 2022 comme en 2021.

Accroître sa notoriété

Le renforcement de la notoriété repose sur des allocations de ressources financières mais aussi sur la constitution d'un réseau de contacts que de multiples initiatives stimulent.

Les dépenses de communication sont passées de 38 111€ en 2021 à 25 617€ en 2022. Malgré cette baisse de 12 494€, la notoriété de l'Association s'est accrue de manière remarquable grâce aux collectes nationales organisées avec différents partenaires, à celles organisées dans les régions par les 7 antennes régionales, à savoir Auvergne-Rhône-Alpes, Centre Val de Loire, PACA, Occitanie, Pays de la Loire, IDF, Grand Est ; notoriété accrue aussi grâce aux apéros menstruels, à l'utilisation accrue et de plus en plus efficace des réseaux sociaux et des médias (près de 155 retombées médias), au lobbying politique : contacts avec les ministres (Olivier Véran, Isabelle Rome) accueil au siège de l'ancien Président François Hollande, multiples interventions sur la rédaction du décret sur la composition des protections, pour obtenir le remboursement des serviettes hygiéniques, pour des arrêts de travail en cas de règles douloureuses.

Maîtriser ses frais généraux

Locations	21 100
Transport et déplacements	15 452
Services numériques & télécommunications	9 431
Missions et réceptions	8 061
Fournitures	6 389
Honoraires	3 000
Divers	2 951

Consolider sa structure financière

Pour l'exercice 2022, la différence entre des ressources de 693 660€ et des dépenses de 667 338€ se traduit par un excédent de 26 322€. Cet excédent va renforcer les fonds propres qui progressent de 91 395€ à 117 717€.

Ce résultat, satisfaisant à tous égards, montre la rigueur dont fait preuve la Direction de l'Association dans la gestion des ressources, financières comme humaines, dont elle a la responsabilité.

Au 31/12/2022, la trésorerie se compose d'un livret d'épargne de 76 500 (maximum autorisé pour ce placement réglementé) et de 147 731 € disponibilités soit une trésorerie totale de 224 231€.

Autres informations relatives au bilan

Actif

Les 2 255€ d'«autres Immos corporelles» traduisent la valeur comptable, amortissement déduit, du matériel informatique utilisé par le personnel.

Les créances clients de 47 443€ comprennent :

- pour 33 044 € de produits à recevoir : 3 000€ sur Diffuz ; 10 000€ sur Saugella ; 5 000€ sur Repeat ; 15 044€ dons collectés par des tiers et reversés en janvier 2023 ;
- créances pour animations d'ateliers : 8 637.5€ ;
- créances pour ventes de BAD : 5 761.5€

Passif

Subvention d'équipement : 12 600€

Subvention versée fin 2022 pour l'achat d'une camionnette, à faire en 2023

Dettes fournisseurs : 10 351€

L'association n'a pas à proprement parler de dettes fournisseurs ; figurent dans ce compte des factures non parvenues au 31/12/2023, comptabilisées sous forme de provisions.

Dettes fiscales et sociales : 50 471€

- ce sont principalement des cotisations dus aux organismes sociaux (Urssaf, Assedic, Caisses de retraites, Mutuelles – dont le paiement intervient à M+1, soit début 2023)
- et une dette antérieure envers l'URSSAF-CEA de 9 858€, remboursable par mensualités constantes et qui sera éteinte au 31/12/23.

Produits constatés d'avance : 54 700€

Il s'agit des quotes-parts des subventions encaissées en 2022 destinées à financer des opérations en 2023 ; elles ont été déduites des produits de 2022 et seront ajoutées aux produits de 2023. La liste est la suivante :

- L'Oréal : 52 000€,
- AFNIC : 14 000€ ;
- Pays de Loire : 10 000€ ;
- Nanterre : 6 000€ ;
- Corse : 2 700€.

Paris, le 2 juin 2023

Le trésorier : Denis Neveux

Expert-comptable, Commissaire aux comptes, retraité ; ancien associé de KPMG



61, RUE HENRI REGNAULT
92075 – LA DEFENSE CEDEX

Règles Élémentaires

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Règles Élémentaires

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : La Cité Audacieuse - 9 rue de Vaugirard – 75006 Paris

SIREN : 839 628 716

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale de l'Association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Règles Élémentaires relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport annuel financier et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes,
Mazars

Paris-La Défense, le 7 juin 2023

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE



Comptes Annuels 2022

Exercice 2022

Comptés révisés par Jérôme Eustache, Commissaire aux Comptes (MAZARS)

BILAN 2022

ACTIF

en € (arrondis à l'unité)	Brut	Dépréciation	31/12/22	31/12/21	Var 2022/2021	Var%
Frais d'établissement	0	0	0	0	0	
Frais de R et D	0	0	0	0	0	
Donations temporaires d'usufruit	0	0	0	0	0	
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0	0	0	0	0	
Immobilisations incorporelles en cours	0	0	0	0	0	
Autres immos incorporelles	0	0	0	0	0	
Avances et acptes / imm. inc.	0	0	0	0	0	
Ss tot Immos Incorporelles	0	0	0	0	0	
Terrains	0	0	0	0	0	
Constructions	0	0	0	0	0	
Instal. techn., mat. et out.	0	0	0	0	0	
Autres immos corporelles	5 530	3 275	2 255	2 275	-20	(0,9%)
Immobilisations corporelles en cours	0	0	0	0	0	
Av. et acptes / imm. corp.	0	0	0	0	0	
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0	0	0	0	0	
Ss tot Immos Corporelles	5 530	3 275	2 255	2 275	-20	(0,9%)
Participations et créances rattachées	0	0	0	0	0	
Autres titres immobilisés	0	0	0	0	0	
Prêts	0	0	0	0	0	
Autres immos financières	600	0	600	600	0	0,0%
Ss tot Immos Financières	600	0	600	600	0	0,0%
TOTAL ACTIF IMMOBILISE (I)	6 130	3 275	2 855	2 875	-20	(0,7%)
Stocks et en-cours	0	0	0	4 658	-4 658	(100,0%)
Créances clients, usagers et comptes rattachés	47 443	0	47 443	58 535	-11 092	(18,9%)
Créances reçues par legs ou donations	0	0	0	0	0	
Autres créances	0	0	0	0	0	
Ss tot Créances	47 443	0	47 443	58 535	-11 092	(18,9%)
Valeurs mobilières de placement	76 500	0	76 500	76 500	0	0,0%
Instruments de trésorerie - Actif	0	0	0	0	0	
Disponibilités	147 731	0	147 731	94 076	53 655	57,0%
Charges constatées d'avance	1 310	0	1 310	0	1 310	
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	272 984	0	272 984	233 769	39 215	16,8%
Frais d'émissions des emprunts (III)	0	0	0	0	0	
Primes de remboursement des emprunts (IV)	0	0	0	0	0	
Ecart conversion actif (V)	0	0	0	0	0	
TOTAL GENERAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	279 114	3 275	275 839	236 644	39 195	16,6%

PASSIF				
en € (arrondis à l'unité)	31/12/22	31/12/21	Var 2022/2021	Var%
Fonds propres sans droit de reprise	91 395	150 571	-59 176	(39,3%)
Fonds propres statutaires	91 395	150 571	-59 176	(39,3%)
Fonds propres complémentaires	0	0	0	
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	
Fonds propres statutaires	0	0	0	
Fonds propres complémentaires	0	0	0	
Ecart de réévaluation	0	0	0	
Réserves	0	0	0	
Réserves statutaires ou contractuelles	0	0	0	
Réserves pour projet de l'entité	0	0	0	
Autres réserves	0	0	0	
Report à nouveau	0	0	0	0,0%
Excédent ou déficit de l'exercice	26 322	-59 176	85 498	(144,5%)
Situation nette (sous total)	117 717	91 395	26 322	28,8%
Fonds propres consommables	0	0	0	
Subventions d'investissements	12 600	0	12 600	
Provisions réglementées	0	0	0	
TOTAL (I) - FONDS PROPRES	130 317	91 395	38 922	42,6%
Fonds reportés liés aux legs ou donations	0	0	0	
Fonds dédiés	0	0	0	
TOTAL (II) - FONDS REPORTES ET DEDIES	0	0	0	
Provisions pour risques	0	0	0	
Provisions pour charges	0	0	0	
TOTAL (III) - PROVISIONS	0	0	0	
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	0	0	0	
Emp. dettes / Ets Crédit (6)	0	0	0	
Emp. dettes fin. divers	0	0	0	
Avances et acomptes / cmde	0	0	0	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 351	6 890	3 461	50,2%
Dettes des legs ou donations	0	0	0	
Dettes fiscales et sociales	50 471	51 692	-1 221	(2,4%)
Dettes sur immobilisations	0	0	0	
Autres dettes	0	0	0	
Instruments de trésorerie - Passif	0	0	0	
Produits constatés d'avance	84 700	86 667	-1 967	(2,3%)
TOTAL (IV) - DETTES	145 522	145 249	273	0,2%
Ecart conv. passif (V)	0	0	0	
TOTAL GENERAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	275 839	236 644	39 195	16,6%
Renvois :	0	0	0	
(6) Dont concours bancaires	0	0	0	

Compte de résultat

en € (arrondis à l'unité)	31/12/22	31/12/21	Var 2022/2021	Var%
Cotisations	0	0	0 -	
Ventes de biens et services	0	0	0 -	
Ventes de biens	9 732	10 982	-1 250	(11,4%)
dont vente de dons en nature	0	0	0 -	
Ventes de prestations de service	47 639	25 493	22 146	86,9%
dont parrainages	0	0	0 -	
Produits de tiers financeurs	0	0	0 -	
Concours publics et subventions d'exploitation	274 413	132 333	142 080	107,4%
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible	0	0	0 -	
Ressources liées à la générosité du public	0	0	0 -	
Dons manuels	73 719	71 738	1 981	2,8%
Mécénats	52 647	48 202	4 445	9,2%
Legs, donations et assurances-vie	510	0	510 -	
Contributions financières	235 000	94 376	140 624	149,0%
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	0	0	0 -	
Utilisation des fonds dédiés	0	0	0 -	
Autres produits		52	-52	(100,0%)
Total pdts d'expl. (I)	693 660	383 176	310 484	81,0%
Achats de marchandises		6 156	-6 156	(100,0%)
Variation de stock march.	4 658	-2 720	7 378	(271,3%)
Autres achats, charges externes (1)	215 023	190 603	24 420	12,8%
Aides financières versées par l'entité	0	0	0 -	
Impôts et taxes	4 731	1 053	3 678	349,3%
Salaires et traitements	330 551	184 150	146 402	79,5%
Charges sociales	109 501	62 656	46 845	74,8%
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	2 822	453	2 369	523,0%
Dotations aux provisions	0	0	0 -	
Report en fonds dédiés	0	0	0 -	
Autres charges	0	0	0 -	
Total charges d'expl. (II)	667 286	442 351	224 936	50,9%
RESULTAT D'EXPLOITATION	26 374	-59 175	85 549	(144,6%)

(incl. ventes BAD)

Compte de résultat (suite et fin)

en € (arrondis à l'unité)	31/12/2022	31/12/2021	Var 2022/2021	Var %
Bénéf attr. ou perte tr. (III)	0	0	0	-
Perte supp. ou bénéf tr. (IV)	0	0	0	-
Produits financiers de part.	0	0	0	-
Prod. autres valeurs mobil.	0	0	0	-
Autres intérêts et prod. ass.	0	0	0	-
Reprises sur dépréciations	0	0	0	-
Différences pos. de change	0	0	0	-
Produits nets / cessions v.m.p.	0	0	0	-
Total Produits fin. (V)	0	0	0	-
Dotations financières	0	0	0	-
Intérêts & charges assimilés	52	0	52	-
Différence négative de change	0	0	0	-
Charges nettes / cessions v.m.p.	0	0	0	-
Total Charges fin. (VI)	52	0	52	-
RESULTAT FINANCIER	-52	0	-52	-
RES. COURANT AVANT IMPOT	26 322	-59 175	85 497	(144,5%)
Produits except.: ope. gestion	0	0	0	-
Produits except.: ope. Capital (3)	0	0	0	-
Reprises sur provisions et dépréciations	0	0	0	-
Total produits except. (VII)	0	0	0	-
Charges except.: ope. gestion	0	0	0	-
Charges except.: ope. Capital (2)	0	0	0	-
Dotations exceptionnelles	0	0	0	-
Total charges except. (VIII)	0	0	0	-
RESULTAT EXCEPTIONNEL	0	0	0	-
Participation des salaires (IX)	0	0	0	-
Impôt sur les bénéfices (X)	0	0	0	-
TOTAL PRODUITS (I+III+V+VII)	693 660	383 176	310 484	81,0%
TOTAL CHARGES (II+IV+VI+VIII+IX+X)	667 338	442 351	224 988	1
EXCEDENT OU DEFICIT	26 322	-59 175	85 497	-1
Dons en nature	654 388	609 438	44 950	7%
Prestations en nature	113 001	0	113 001	-
Bénévolat	1 775 080	235 598	1 539 482	653%
Total contributions volontaires en nature	2 542 469	845 036	1 697 433	201%
Secours en nature	0	0	0	-
Mises à disposition gratuite de biens	654 388	609 438	44 950	7%
Prestations en nature	113 001	0	113 001	-
Personnel bénévole	1 775 080	235 598	1 539 482	653%
Total charges des contributions volontaires en nature	2 542 469	845 036	1 697 433	201%
Renvois :	0	0	0	-
(1) Dont Crédit bail	0	0	0	-
(2) Dont VNC	0	0	0	-
(3) Dont Prod. des éltés d'actif cédés	0	0	0	-

ANNEXE

au Bilan, avant répartition, arrêté à la date du 31 décembre 2022, dont le total est de 275.839 euros et au Compte de Résultat, présenté sous forme de liste, dégageant un Excédent de 26.322 euros.

Les notes et tableaux qui suivent font partie intégrante des comptes présentés.

SOMMAIRE DES NOTES ANNEXES

1. Objet social, activités statutaires et moyens mis en œuvre.
2. Règles, méthodes comptables
3. Faits marquants de l'exercice
4. Événements postérieurs à la clôture
5. Autres renseignements
 - a. Effectifs
 - b. Rémunération des dirigeants
6. Informations relatives au Bilan
 - a. Actif immobilisé
 - b. Stocks
 - c. Créances
 - d. Trésorerie et placements
 - e. Fonds propres
 - f. Dettes fiscales et sociales
 - g. Dettes fournisseurs
 - h. Produits constatés d'avance
7. Informations relatives au Compte de Résultat
 - a. Chiffre d'affaires
 - b. Subventions
 - c. Ressources issues de la générosité du public
 - d. Contributions financières
8. Contributions volontaires en nature
 - a. Nature des contributions
 - b. Modalités de recensement et de valorisation
9. Engagements hors bilan
 - a. Engagements reçus
 - b. Engagements donnés

1. Objet social, activités statutaires et moyens mis en œuvre.

L'association Règles Élémentaires, régie par la loi du 1er juillet 1901, a été déclarée en Préfecture le 3 avril 2016, pour une publication au JO du 16 avril 2016.

Elle est immatriculée au RNA (Registre National des Associations) sous le numéro W751233548, et au SIRET sous le numéro 839 628 716 00038.

Le siège social est actuellement situé à La Cité Audacieuse, 9 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

L'objet social statutaire de l'association est défini comme suit :

Article 2 des statuts de l'association

L'Association Règles Élémentaires a pour objet :

- d'aider les personnes les plus démunies à accéder aux produits d'hygiène intime et de les aider à retrouver leur dignité ;*
- de briser les tabous autour des menstruations ;*
- de servir d'organe de liaison et d'entraide mutuelle entre les membres de l'Association et les organismes désignés en qualité de partenaires par le Bureau (les « Partenaires ») à travers le monde ; et*
- de contribuer et veiller à ce que l'activité des membres soit conforme au règlement édicté par l'Association mais aussi aux textes fondamentaux, actuels ou qui pourraient être adoptés comme tels par les Assemblées Générales futures.*

Pour atteindre son but, Règles Élémentaires s'efforce :

- d'organiser et superviser des collectes ou toute autre initiative ayant pour but de rassembler des produits hygiéniques à destination des personnes les plus démunies ;*
- de sensibiliser le plus grand nombre aux enjeux et aux difficultés liées aux menstruations et à l'accès aux produits d'hygiène intime ;*
- d'impliquer tous les publics dans les démarches engagées par Règles Élémentaires ;*
- de coordonner les efforts matériels et moraux des membres de l'Association et réunir le maximum d'informations afin d'aider efficacement les personnes les plus démunies ;*
- d'utiliser les outils technologiques existants pour rendre plus visibles et augmenter l'impact des actions menées ; et*
- de développer toute activité ou collaboration utile avec d'autres institutions publiques ou privées ayant pour objectif la défense et prise en considération de la dignité humaine.*

S'agissant des activités et moyens déployés, l'association procède à la fois à des collectes de produits, et à des actions d'information-sensibilisation-formation :

- Collecte de produits d'hygiène intime : campagnes ponctuelles ou permanentes
- Partenariats au niveau local et national
- Coordination des antennes locales (bénévoles – équipe permanente)
- Organisation d'événements de sensibilisation
- Animation d'ateliers d'information et de formation, notamment en milieu scolaire, en milieu carcéral, etc.
- Conférences : écoles, universités, entreprises, festivals, ...

2. Règles, méthodes comptables

Les règles générales appliquées résultent des dispositions du plan comptable général et de ses adaptations aux associations prévues par le règlement de l'Autorité des Normes Comptables ANC n°2018-06 qui a succédé depuis 2020 au règlement CRC n°99-01 du 16 février 1999.

Les principes généraux de prudence, de régularité, de sincérité et d'image fidèle ont été respectés conformément aux principes de bases suivants :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre à l'exception de celles induites par le nouveau règlement comptable
- Indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels tels que prévus par le Plan Comptable Général et le règlement ANC n°2014-03.

3. Faits marquants de l'exercice

- a. Evolution de l'équipe : Déploiement de forces dédiées plus importantes, plus nettement attachées à des efforts spécifiques (Territorialisation, Sensibilisation et Plaidoyer, Recherche de partenariats et financements) dans le prolongement des arrivées de nouvelles ressources humaines suite aux recrutements menés progressivement dans le courant de l'année 2022

L'année, qui s'ouvrait suite au premier mois de présence de la nouvelle Directrice Générale, arrivée en décembre 2021, a été marquée par un accroissement des équipes permanentes, se structurant autour de pôles ciblant chacun des efforts spécifiques identifiés par la gouvernance comme essentiels au développement et à la consolidation de l'Association. Ainsi, au plan des actions de formation et de tenue d'ateliers, deux postes ont pu être mis en place pour renforcer la présence et les actions de Règles Élémentaires sur le terrain, une chargée d'ateliers dédiée à la lutte contre la précarité menstruelle et une chargée de formation plus spécifiquement concentrée sur les actions de sensibilisation Jeune Public. Parallèlement, la stratégie de développement territorial de l'Association a pu également bénéficier d'un recrutement dédié, qui participe aujourd'hui encore à la pérennisation d'une présence en régions solide, structurée, adossée à l'effort de nos forces bénévoles.

- b. Modèle économique

Dans le prolongement de l'exercice précédent, mais de manière plus accrue sur tous les volets, et aussi – conséquence logique du point précédent – plus précisément selon les objectifs des pôles déployés, les ressources de l'Association reposent sur trois types de ressources financières :

- les subventions publiques, émanant pour partie de ministères, soit à un niveau national (DGCS, DAP), mais aussi celles relevant du niveau régional (Pays de Loire, Corse), ou municipal (ville de Paris, Nanterre...) ;
- les ressources issues de la générosité du public, émanant soit de particuliers, soit d'entreprises, avec notamment une augmentation des campagnes d'appel aux dons des particuliers menées par l'Association lors de temps forts du calendrier, mais aussi l'obtention de dons issus des entreprises, avec l'accent fort mis dans la stratégie de développement sur la signature de contrats de mécénat ;
- les revenus des prestations délivrées par les équipes de l'Association à des entreprises ou organismes désireux de disposer de modules de sensibilisation, mise en place de collectes, pour lutter contre la précarité et le tabou des règles dans leur secteur et cadre de travail.

- c. Autres éléments notables, en regard notamment des spécificités qui avaient été relevées à l'exercice précédent

A la différence de 2021, où, à la suite d'embauches, les moyens de l'Association avaient été temporairement surdimensionnés, l'exercice 2022 - grâce à la poursuite d'un développement élevé - a permis à Règles Élémentaires d'optimiser l'utilisation de ses ressources et de dégager un excédent. En effet, cet exercice a été l'occasion de consolider et remettre en cohérence les produits dégagés par les actions et efforts des équipes, avec les charges induites par la taille de ces équipes et les coûts de fonctionnement permettant la réalisation des travaux menés.

4. Événements postérieurs à la clôture

Il n'y a pas d'événement postérieur à la clôture notable sur les premiers mois de 2023, qu'il soit nécessaire d'évoquer ici pour permettre la bonne lecture des comptes de l'exercice 2022. L'Association n'est pas plus que lors de l'exercice précédent directement impactée par les conséquences de la guerre en Ukraine, ni n'a lourdement modifié ses actions de lutte contre la précarité dans le cadre de l'évolution de celle-ci. Les orientations prises restent globalement dans le prolongement de celles prises depuis l'exercice précédent.

5. Autres renseignements

- a. Effectifs

L'Association emploie une équipe de 12 salarié-es au 31. 12. 2022, composée de

- 5 cadres CDI temps plein (35h)
- 1 cadre CDD temps plein (35h)
- 2 non-cadres CDD temps plein (35h)
- 4 non-cadres alternantes en contrat d'apprentissage.

- b. Rémunération des dirigeants

En vertu de l'art. 20 de la Loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative à l'engagement éducatif et au volontariat associatif), nous vous informons qu'aucun dirigeant de l'association n'est rémunéré.

La Directrice Générale, salariée, Maud Leblon, ne fait pas partie des Dirigeants de l'Association et n'est de ce fait pas la signataire des engagements et contrats signés par l'Association. Ceux-ci sont très majoritairement signés par la Présidente, Nadège Moreau, parfois, par le Trésorier Denis Neveux.

6. Informations relatives au Bilan

- a. Actif immobilisé

Les immobilisations au bilan sont constituées essentiellement par le matériel informatique de bureau utilisé par les équipes dans leurs locaux et à leur poste de travail. Ceux-ci sont enregistrés à leur valeur d'achat ou de don lorsqu'ils ont été donnés à l'Association et amortis sur trois ans.

b. Stocks

Les stocks, composés en général de boîtes à dons (achetées et conçues sur mesure sur commande de l'Association, et réceptionnées et inventoriées dans les stockages dont dispose l'Association), étaient ramenés à zéro à la fin de l'exercice 2022. Cette situation s'explique, notamment, par un changement de format des boîtes à dons, anticipé sur 2023, qui a rendu nécessaire l'écoulement des stocks anciens. La méthode de suivi des stocks n'a cependant pas changé courant 2022 : Les sorties d'unités de stock sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes de boîtes à dons (qui font également l'objet de factures), et sont tenus à jour par les équipes opérationnelles. De plus, plusieurs inventaires sont réalisés au fil de l'exercice afin de s'assurer de la bonne comptabilisation des unités restant en stock et de la bonne tenue à jour des stocks ici consignés au bilan.

c. Créances

Les créances qui apparaissent au bilan, soit EUR 47 443 correspondent à des Produits A Recevoir (liste ci-dessous), des créances clients non encore encaissées.

Produits À Recevoir : EUR 33 044

• DIFFUZ	EUR 3 000
• SAUGELLA	EUR 10 000
• REPEAT	EUR 5 000
• Revenus dons collectés via plateforme reversés en M+1	EUR 14 044
• Dons manuels encaissés en banque en M+1	EUR 1 000

L'échéance de la totalité de ces créances certaines est inférieure à un an.

Quelques créances clients sont également en attente de règlement et en cours de relance, toutes inférieures à un an d'échéance, notamment pour des factures de tenue d'ateliers pour

- Créance Animation d'ateliers : EUR 8 637,50.
- Solde : Créances diverses sur les clients (BAD) : EUR 5 761,50.

d. Trésorerie et placements

L'Association dispose de deux comptes en banque auprès du Crédit Mutuel, agence :
CCM Paris 15 Montparnasse
2 rue de l'Arrivée,
75015 PARIS

- Un compte de dépôt Eurocompte courant
- Un compte de placement Livret Bleu Association.

e. Fonds propres

Les fonds propres sont constitués par les Reports A Nouveau des précédents exercices.

f. Dettes fiscales et sociales

EN 2019-2020, l'URSSAF-CEA a accordé un délai pour étaler les charges sociales dues au titre de ces périodes jusqu'au 31 décembre 2023. Au 31 décembre 2022, le solde à rembourser s'élevait à EUR 9 858. Cette dette constitue la seule dette de l'Association.

g. Dettes fournisseurs

L'Association n'a pas à proprement parler de dette fournisseurs, il est juste mentionné ici au bilan des paiements fournisseurs qui interviendront nécessairement post-clôture suite à des factures non parvenues à date de fin d'exercice. L'échéance en est très largement inférieure à un an.

h. Produits constatés d'avance

Les Produits Constatés d'Avance sont constitués des parts ou montants de subvention listés ci-après, ainsi que du montant relatif à 2023 du financeur L'Oréal, qui sont à affecter sur l'exercice 2023 :

Produits Constatés d'avance 2022 : EUR 84 700

• AFNIC	EUR 14 000
• Pays de Loire	EUR 10 000
• Corse	EUR 2 700
• Nanterre	EUR 6 000
• L'Oréal	EUR 52 000

Il s'agit d'une répartition conforme à l'échéancement de leur utilisation prévu aux diverses conventions.

7. Informations relatives au Compte de Résultat

a. Chiffre d'affaires

Le Chiffre d'Affaires de l'Association s'élève en 2022 à EUR 57 371 et se répartit entre

- EUR 9 732 de ventes de marchandises, par la mise à disposition, suite à commande de nos clients, de nos boîtes à dons pour organiser des collectes
- EUR 47 639 de prestation de services correspondant à de l'animation d'ateliers à destination de divers publics selon les demandes de structures souhaitant voir animer ces ateliers dans le cadre de la sensibilisation à la santé menstruelle et de la lutte contre le tabou des règles.

b. Subventions

Les subventions publiques perçues par l'Association s'élèvent à EUR 274 413, émanant des structures :

- Ministère de la Santé et de la Cohésion Sociale (EUR 216 667)
- Ministère de la Justice (EUR 10 000)
- Ville de Paris (EUR 25 000)
- DRFIP Ile de France & Ville de Paris (EUR 8 746,67)
- Collectivité Locale Pays de la Loire (EUR 5 000)
- SGC Nanterre (EUR 6 000)
- Métropole de Lyon (EUR 3 000)

c. Ressources issues de la générosité du public

Les ressources issues de la générosité du public se répartissent en 2022 comme suit :

- Dons manuels des particuliers : EUR 72 126
via diverses actions de collectes et par le biais de divers outils et plateformes de collectes
- Dons d'associations : EUR 1 593
- Dons des entreprises et dons dans le cadre du mécénat : EUR 52 647
- Legs, donations et assurance-vie : EUR 510.

d. Contributions financières reçues : ci-après le détail des contributions financières reçues pour chacun des fonds ou fondations suivants :

- Fondation Françaises des Banques Alimentaires : EUR 90 000
- Fondation La France s'Engage : EUR 87 000
- Fondation de France BNP Paribas : EUR 30 000
- Fondation L'Oréal : EUR 18 000
- Fondation des Femmes : EUR 10 000

8. Contributions volontaires en nature

a. Nature des contributions

Bénévolat équipe permanente

Fonction	Description	#	heures/ semaine	jours/an	Valorisation jour/heure	Valorisation totale
Trésorier (estimation)	Denis NEVEUX, ancien directeur-associé de KPMG, CAC retraité	1		25	1 000	25 000
Bénévoles	Responsable Antenne (Aura, Gd Est, PACA, CVL, Paris, PDL, Occitanie)	7	5		20	33 600
Bénévoles	Animation antenne	7	2		20	13 440
Méthode de calcul 7*5*20*48 Total (1)						72 040

Bénévolat ponctuel

Fonction	Description	#	heures/ semaine	jours/an	Valorisation jour/heure	Valorisation totale
Bénévoles ponctuel·les	Collecteurs, collectrices	353	5		20	1 694 400
Bénévoles ponctuel·les	Diverses missions ponctuelles (tenue stand, inventaires, etc.)	9	1		20	8 640
Total (2)						1 703 040

Mécénat

Type	Description	#	heures/ semaine	jours/an	Valorisation jour/heure	Valorisation totale
Communication	Accompagnement Pro Bono Agence YZ- Campagne Emoji	2		10	1500	30 000
Médical	Mobilisation d'étudiant·es sage-femmes dans le cadre de leur service sanitaire pour nous accompagner sur les ateliers femmes bénéficiaires	2		0,9	75	135
Logistique	Stockage, reconditionnement et mise à disposition/livraison de produits par Sephora & Deret					30 000

Divers	<i>Des salarié-es de Cisco ont passé plusieurs jours dans l'année pour aider RÉ sur divers sujets (fundraising, inventaires, etc.)</i>	13		32,5	100	42 250
Productivité	<i>Réduction de 75% sur Front</i>					5 000
Infrastructure Tech	<i>Crédits Microsoft Azure - cloud solutions \$3,500</i>					3 300
Productivité	<i>Gratuité du plan standard de Slack pour 25 personnes, soit un coût d'opportunité de 6.25/user/mois</i>					1 875
Logistique	<i>Envoi de 49 BAD par RLS le logisticien de TADAM</i>	49			9	441
Total (3)						113 001

Dons en nature

Type	Description	Quantité	Valorisation unitaire	Valorisation totale
Produits jetables	<i>Tampons & serviettes (dons P&G & autres fabricants)</i>	1 814 164	0.2	362832,8
Produits réutilisables	<i>Serviettes lavables, culottes menstruelles, cups</i>	19 437	15	291 555
Mise à disposition d'un espace	Espace de stockage / Local	1	2867,32	2 867,32
Total (4)				657 255,12

86 - Emplois des contributions volontaires en nature	2 545 336,12	87 - Contributions volontaires en nature	2 545 336,12
Personnel bénévole*	1 775 080	Bénévolat *	1 775 080
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	657 255,12	Dons en nature **	657 255,12
Mécénat de compétences***	113 001	Mécénat de compétences***	113 001

*Total (1) + Total (2)

**Total (4)

***Total (3)

b. Modalités de recensement et de valorisation

Le recensement et le dénombrement des diverses contributions et dons en nature tels que présentés au hors-bilan est à la fois réalisé au fil des actions et réceptions de dons en nature au mois le mois, tout au long de l'exercice, par les équipes opérationnelles concernées (logistique pour ce qui est des actions menées avec présence de bénévoles venant apporter leurs compétences, ou tout service concerné par la réception et l'encadrement de la contribution en nature) et à la fois en concertation avec les entreprises ou structures donatrices qui nous fournissent également des suivis documentés de reporting de leur contributions en nature. De même, pour les dons de produits en nature, la valorisation se fait en accord avec la structure donatrice, sur la base de la valeur transmise par celle-ci sur les documents de bons de livraison et fiche de mise à disposition.

9. Engagements hors bilan

a. Engagements reçus

- Convention La France s'Engage courant jusque 2024 et impliquant les engagements de financement suivants :
 - 2023 : EUR 87 000
 - 2024 : EUR 86 000
- Convention Ville de Paris DSOL SDILE
 - 2023 : EUR 20 000 minimum
 - 2024 : EUR 16 000 minimum.

b. Engagements donnés

Conformément aux engagements reçus, l'Association a en regard pris les engagements respectifs à mener les actions prévues selon les conventions :

- La France s'Engage courant jusque 2024
- Ville de Paris DSOL SDILE courant jusque 2024.



**REGLES
ELEMENTAIRES**

Première association de lutte
contre la précarité menstruelle
et le tabou des règles